

### PASQUA CONNECTION

*Nous étions nombreux à croire qu'avec ses complaisances pour le Hutu power génocidaire, la politique de la France en Afrique avait touché le fond. Charles Pasqua se charge de nous détromper.*

*Avec son fidèle Marchiani et le colonel Manton, ex-gouverneur du Centre-Est français, le ministre de l'Intérieur nous a concocté en un temps record : la remise en selle de Mobutu ; une alliance stratégique avec le régime d'apartheid soudanais ; la réhabilitation de l'ami Eyadema ; ... plus les bongonneries habituelles.*

*Tous ceux qui souhaitent que l'Aide publique au développement (APD) cesse d'être une aide secrète au contre-développement, que les relations franco-africaines privilégient les peuples plutôt que les tyrans, savent désormais ce qu'il en serait si l'ensemble de ces circuits devaient se trouver durablement connectés sur ce type de transformateur.*

### SALVES

#### Bravo à Cavada et son équipe

Après les tombereaux de désinformation déversés durant près de 6 mois par les chaînes de télévision publiques, *État d'urgence* du 21 septembre a proposé enfin une émission documentée sur le génocide rwandais, qui n'esquive pas la question des responsabilités. Enfin du vrai travail de journalistes. Reste à interroger les responsables...

#### Après le Rwanda, le Soudan

Nous fournissons au verso une série d'informations, complétant celles de *Billets* n° 14, sur l'incroyable paquet de contreparties offert au régime de Khartoum, champion de la purification ethnico-religieuse, en échange de la livraison de Carlos. Pour cet argument électoral, et « trente deniers » (quelques juteux contrats), on a livré le Sud-Soudan. On a arrosé le tout d'une bonne louche d'APD et de crédits COFACE, à la santé du contribuable. Et on envisage de remettre au travail nos instructeurs militaires, spécialistes de la *lutte anti-subversive*. Le Rwanda n'a pas suffi à nos manitous français...

Signalons au passage qu'Anne Sinclair a (définitivement ?) décollé dans la jet-set désinformatrice, en refusant, à 7 sur 7, de poser à Charles Pasqua la moindre question sur cet ignoble marché... À trop fréquenter les projecteurs de TF1-Bouygues et le magma réalpoliticien, elle a fini par laisser fondre le lest de sa sensibilité aux droits de l'homme...

#### Après le Rwanda, le Vietnam

Écarté en principe des affaires africaines, après y avoir noué de nombreuses *amitiés*, Jean-Christophe Mitterrand a été recruté comme chargé de mission par la Générale des Eaux - dont le champ d'arrosage va du municipal à l'international. Devenu trop voyant, il s'est fait plus discret en Afrique, mais aurait, dit-on, trouvé un nouveau bout de pré carré pour étaler ses talents d'homme d'affaires : le Vietnam.

### Mono-manie

Tandis que le Togo souffre sous son général-président Gnassingbe Eyadema, il est du dernier chic dans la Françafrique d'aller y quérir la médaille du chef, l'ordre du Mono. Succédant à un autre grand français, Jacques Vergès, le ministre de la Coopération Michel Roussin est allé se faire recevoir « grand officier » chez le vieil ami togolais de Charles Pasqua. Il ne venait pas les mains vides, mais avec 108 millions d'aides budgétaires (ces fameuses aides hors-projets dont Édouard Balladur dénonçait l'évaporation) et 400 millions d'annulations de dettes. « *On se souviendra longtemps de ces retrouvailles franco-togolaises* », concluait le ministre. Qui retrouve qui ? et quoi ? (*Libération*, 19/09/1994).

### L'argent noir de la présidentielle

« *Tout le monde sait que les partis politiques sont financés par des détournements de trafics via l'Afrique. L'Afrique sert à blanchir l'argent des partis politiques* », déclarait Érik Orsenna il y a un an (cf. *Billets* n° 2). Comme avant chaque échéance électorale importante, le circuit de blanchiment de l'« argent noir » se met donc en marche à plein régime. Le Gabon, la Côte d'Ivoire, le Congo, le Cameroun, le Sénégal et le Togo sont parmi les principaux points de passage. La reprise d'une *aide* abondante à ce dernier pays y trouve sans doute un début d'explication.

« Selon des sources bien informées », le SCTIP, qui gère la coopération policière sous l'égide du ministère de l'Intérieur, mettrait en place des surfacturations de matériels d'occasion à destination du Sénégal, de Côte d'Ivoire et du Burkina Faso, pour alimenter un trésor de campagne.

Quant à Gabon - cet émirat pétrolier qui a reçu en juin une aide bonus de 200 millions de francs... -, il continue à faire parler de lui...

### Bongonneries

Le général Ndjave-Ndjoy, ministre délégué au Commerce, est le bras droit d'Omar Bongo. Ce fut en 1993 le principal organisateur de sa campagne présidentielle. Responsable de la Santé militaire jusqu'en 1992, il avait dû changer de « portefeuille » après la troublante disparition des crédits de construction d'un hôpital (un trou de quelque 2 milliards de CFA, alors 40 millions de FF).

Premier vice-Président de la Fondation Albert Schweitzer, qui gère l'hôpital de Lambaréné, il est au cœur de la tourmente financière qui agite cet hôpital depuis l'organisation l'année dernière, par cette Fondation, d'un colloque sur l'avenir de la coopération Nord-Sud.

Sur les contributions versées pour le colloque ou la rénovation de l'hôpital - dont 3 millions de FF. d'Elf-Gabon et 1 million de Shell -, 2,8 millions se seraient volatilisés. Le directeur de l'hôpital René Nething, qui s'opposait à ce que la comptabilité de l'établissement se transforme en « blanchisserie », a été licencié, ainsi que plusieurs salariés solidaires d'une rigueur jugée excessive...

On apprend par ailleurs que nombre des chefs de file du *Hutu power* rwandais se réfugient à Libreville. Mieux que l'Argentine pour les criminels nazis, l'Eldorado gabonais et ses puits d'or noir vont-ils offrir aux génocides un exil doré sur tranches ?

#### France-Rwanda (suite)

Une délégation de la CEE, en visite à Kigali le 30 août dernier, a laissé sur place 4 observateurs chargés d'identifier les besoins les plus urgents du pays. Le Rwanda n'ayant plus rien, la mission ne devrait pas être trop difficile. Mais la France veut suspendre l'aide communautaire au fonctionnement des institutions d'un État de droit. Une « conditionnalité » en principe louable, à laquelle avait échappé le régime précédent, et qui supposerait qu'on aide le nouveau gouvernement à mettre en place de telles institutions...

Karen Kelly, chargée par les Nations Unies d'enquêter sur les responsabilités dans le génocide commis au Rwanda, a démissionné de son poste en raison de l'insuffisance des moyens mis à sa disposition. Un exemple parmi d'autres : Human Rights Watch avait signalé à l'enquêtrice l'existence, à Kigali, d'enregistrements d'émissions de Radio Mille Collines. Plusieurs semaines plus tard, elle attendait encore de disposer de cassettes vierges, pour en réaliser des copies : Genève, où ces cassettes avaient été demandées, devait en faire la demande à New York. Ces cassettes peuvent être achetées sur place 12 francs pièce. Il n'y a pas encore d'ambassadeur de France à Kigali pour faire l'appoint.

Une conférence internationale sur « *Le Rwanda dans son contexte régional : droits de la personne, réconciliation et réhabilitation* » a réuni les 16 et 17 septembre à la Haye quelque 150 participants, autorités et personnalités de nombreux pays. L'ambassadeur de France au Pays-Bas a quitté la séance des discours officiels juste avant l'intervention du Président rwandais Pasteur Bizimungu.

Avant de pouvoir bénéficier du moindre concours du FMI ou de la Banque Mondiale, le Rwanda doit payer 5 millions de dollars d'arriérés à cette dernière. Or l'ancien gouvernement est parti avec la caisse... Des amis bien intentionnés pourraient certes avancer la somme. La France a fait récemment 20 fois plus pour le Cameroun. Mais elle préfère « faire payer » sa victoire au gouvernement actuel que de l'aider à payer la reconstruction du pays...

Parmi les signataires de la Convention pour la prévention et la répression du génocide, la France est l'un des rares pays à avoir inclus dans son propre Code pénal des dispositions exécutoires. Elle n'est pourtant pas pressée de donner suite à la plainte déposée par trois avocats de la FIDH (cf. *Billets* n° 12) contre les responsables et complices du génocide qui se trouvent en France...

#### QUESTION

Le Président du Conseil Général des Hauts-de-Seine, Charles Pasqua, a eu le noble projet d'affecter 1 % du budget de son département à l'aide au développement, via un service dénommé « Coopération 92 ». Cette aide est en particulier destinée au Gabon (dont le revenu par tête est quelque 20 fois supérieur à celui de Madagascar). Il était question d'y construire des écoles. Où sont-elles ? Interrogée par *Billets*, « Coopération 92 » se montre dans l'incapacité de fournir quelque précision...

#### ILS ONT DIT

« Peut-on sérieusement imaginer que la défense de la francophonie puisse coïncider avec la protection d'un régime digne des nazis ? Aucune loi Toubon ne pourra jamais réparer un tel outrage à l'esprit même de la langue française. » (**Colette BRAECKMAN**, in *Le Soir*, repris par *Courrier international* du 30/06/1994).

« Tu peux mettre dans tes tablettes qu'on a le directeur de la Coface à Paris qui est un ami à nous », confiait **Jean-Louis FARGETTE**, le « parrain » du Var, à son ami **Daniel SAVASTANO**. Lequel lui réservait un autre jour : « Moi aussi, je suis sur deux ou trois gros dossiers qui me prennent la tête. Alors !... j'ai mangé avec le directeur régional de la Sogea, où ils m'ont dit que, dans le Var, c'est royal. » (Écoute téléphonique [légale] citée par *Le Canard enchaîné* du 31/08/1994).

[La Coface, qui garantit avec l'argent public quantité de transactions (et de trafics ?) entre la France et les pays en voie de développement, est-elle en état de pré-Var-ication ?]

#### À FLEUR DE PRESSE

##### SOUDAN : CARLOS ET CHARLES

**Le Nouvel Afrique Asie**, 09/1994. **Les entretiens secrets Tourabi-Pasqua à Paris** (Simon MALLEY) : « C'est dans la capitale française, fin juillet, que le [...] chef spirituel de la junte militaire islamique au pouvoir au soudan, Hassan al-Tourabi, a conclu un accord "secret" avec Charles Pasqua au sujet de l'enlèvement à Khartoum [de Carlos]. [...] L'information de la venue de Tourabi à Paris nous a été confiée par un haut fonctionnaire de l'ONU qui voyageait dans le même avion que lui. [...]

Trois problèmes essentiels se posaient, en fait, au général Bechir, dont le pays traverse une crise politique, sociale et économique. Tout d'abord, le refus de la plupart des investisseurs étrangers, même arabes, d'aider son régime militaire et islamique, dont l'idéologie menace la sécurité et la paix de plusieurs pays du Maghreb et du Machrek, sans exclure les continents

africain et asiatique. Il était donc nécessaire de redorer le blason du Soudan en le présentant, grâce à la collaboration de certains médias français, sous un jour plus favorable. Le régime espérait ainsi voir le Soudan rayé de la liste noire des pays qui servent de base aux terroristes ou aux mouvements intégristes extrémistes arabes, africains et asiatiques.

M. Pasqua aurait promis que la France se placerait à l'avant-garde d'une telle initiative, essayant même de convaincre l'Union européenne et les États-Unis de la nécessité de normaliser leurs rapports avec Khartoum et d'influencer dans le même sens la Banque Mondiale et le FMI. D'autre part, la dette soudanaise à la France serait progressivement et largement, sinon totalement supprimée. La Coface garantirait les investissements français au Soudan et Paris lui accorderait des prêts à moyen et court termes.

Le deuxième problème concerne la rébellion, contre le pouvoir du Nord, de l'APLS (Armée populaire de libération du Sud-Soudan, chrétien et animiste). De quelle manière la France pouvait-elle aider à étouffer ou réduire cette rébellion ? Déjà, lors de ses entretiens à Khartoum, le général Rondot [...] avait assuré aux dirigeants soudanais qu'une fois ce dernier entre les mains des autorités françaises, leurs troupes obtiendraient un droit de passage en Centrafrique pour prendre à revers la guérilla de l'APLS, et que des photos satellites identifiant les positions de cette dernière seraient remises à l'état-major.

Quant au problème de la logistique, les autorités françaises accepteraient d'accueillir un important groupe d'officiers militaires et de policiers soudanais, pour un entraînement dans le domaine de la lutte anti-guérilla. Paris pourrait même envisager l'envoi de ses propres "techniciens" à Khartoum. »

*[Vous savez, ceux qui ont si bien « travaillé » à Kigali, jusqu'au 6 avril... Il faut dire que les parachutistes de l'infanterie dite « coloniale », virés de l'opération Turquoise avec le colonel Thibaut - car trop « agressifs » -, et les instructeurs « rwandais » du DAMI se sentent un peu inoccupés.]*

**L'Événement du Jeudi, 25/08/1994. Les hommes de Monsieur Charles (Patrice PIQUARD) :** « Marchiani, c'est l'homme d'affaires de la bande. Un mélange de camelot et d'aventurier, avec sur le crâne, depuis août 1993, une casquette de préfet. [...] Familier de l'Afrique noire et du monde arabe, ce Corse prend langue avec ceux que les fonctionnaires du renseignement n'osent pas approcher. On le dit intime du patron des services libyens, Ibrahim Bichari, comme de son homologue syrien. Ancien de la division armement de Thomson, il en connaît aussi un brin en matière de canons, ce qui ne gâche rien. [...] Les Soudanais réclament-ils des compensations à leur geste de bonne volonté envers la France ? Jean-Charles est l'homme de la situation. Libre à lui de s'adjoindre qui bon lui semble, à condition de ne pas mouiller la place Beauvau. [...]

L'une des adresses les plus fréquentées par cet aréopage est le 14 rue Clément Marot, dans le 8<sup>e</sup> arrondissement de Paris. [...] On y mêle adroitement business et tractations délicates. On y remarque, par exemple, une société de commerce, la Socolia, qui intervient notamment en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso et au Cameroun... [Un « transfo » de l'APD ?].

[...] Jean-Claude Manton, écarté du Centrafrique où il régnait depuis des années sous les couleurs de la DGSE, avec la bénédiction de l'Élysée, avait quelque peine à trouver un nouveau point de chute ? L'ancien ami de Marchiani - ils ont fait leur service militaire ensemble - termine naturellement dans les bras de Charles, son carnet d'adresses en bandoulière. Quelques mois plus tard, il ouvre aux conseillers très spéciaux du ministre les portes de Khartoum, où sommeille Carlos. »

**Le Nouvel Observateur, 01/09/1994. Soudan : le marché de la honte (Jacques JULLIARD) :** « [...] S'il s'avérait que, pour des raisons électorales, Charles Pasqua avait troqué la livraison par le Soudan d'un assassin vieillissant contre la promesse de la complaisance, voire de la complicité française dans la guerre que mène le criminel régime islamiste de Khartoum contre les populations chrétiennes ou animistes du sud-Soudan, alors il faudrait dénoncer l'un des forfaits les plus abominables d'une diplomatie sans scrupules et sans honneur. Quoi, cette trop longue indulgence [...] témoignée à des dictateurs sanglants comme Milosevic en Serbie, Mobutu au Zaïre, Habyarimana au Rwanda ne suffit donc pas ? Faut-il vraiment que nous nous engagions maintenant dans le soutien, que dis-je, la réhabilitation d'un des pires régimes d'une Afrique toute poisseuse de sang [...] ? Avant d'aider l'islam le plus intolérant à massacrer quelques-uns des plus nobles peuples de la terre, pensez-y dimanche à la messe, M. Balladur.

Est-il vrai :

- 1 - [...] Que Paris a remis à Khartoum des photos prises par le satellite Spot permettant de localiser les positions de la guérilla ?
- 2 - Que la France s'est engagée [...] à intervenir auprès de ses clients du Sud tels le Zaïre et la République centrafricaine, pour permettre le transit des troupes de Khartoum cherchant à prendre les sudistes à revers ?
- 3 - Que la France continue de fournir, à des conditions particulièrement intéressantes, les munitions et les pièces de rechange pour les armes françaises de l'armée soudanaise (automitrailleuses AML 90, canons de 155, hélicoptères Puma) ?
- 4 - Que l'aide "humanitaire" française aux victimes soudanaises, récemment portée de 4,4 à 7,4 millions de francs, est attribuée au gouvernement, c'est-à-dire aux assassins ?
- 5 - Que, sur le conseil du gouvernement français, la banque Lazard vient d'accorder un prêt de plusieurs dizaines de millions de dollars pour permettre au Soudan, menacé d'être exclu du FMI, de payer les intérêts d'une dette qui s'élève à plus de 1 milliard de dollars ?

Toutes ces interrogations sont trop graves pour rester sans réponses précises. Il y a bien longtemps que l'Afrique est le lieu de la déraison française. Jusques à quand ? »

### AMITIÉS FRANCO-RWANDAISES

**Le Nouvel Afrique Asie, 09/1994. Rwanda : le bilan tragique de l'opération Turquoise (Simon MALLEY) :** « Le problème essentiel en ce qui concerne l'avenir à court et moyen terme de la situation au Rwanda est bien de savoir ce que veut Paris, ce qu'il souhaite, quel jeu il joue. En fait, si la classe politique actuellement au pouvoir est divisée, ses objectifs sont identiques. Une forte tendance se dessine en faveur d'un pourrissement maximum de la situation rwandaise. Cela permettrait le retour des forces de l'ancien

gouvernement et un partage du pouvoir sous une forme ou une autre [...], éventualité que rejettent catégoriquement les dirigeants hutus et tutsis du FPR, qui ne sauraient cohabiter avec les massacreurs d'un million de Rwandais.

Une autre tendance, encore plus radicale, pense que le gouvernement devrait considérer le Zaïre comme base arrière permettant aux FAR de se réorganiser, de s'entraîner avec le concours de la garde présidentielle de Mobutu (et, pourquoi pas, avec des instructeurs français), de s'armer et de se refinancer afin d'envahir le Rwanda ou de provoquer les forces du FPR, de telle sorte qu'une riposte de ces dernières contre les bases des FAR au Zaïre pourrait ouvrir la voie à une reconquête du pouvoir à Kigali par les FAR et leurs alliés. Les milliards de francs qu'un tel plan pourrait coûter ne seraient-ils pas compensés par le retour du Rwanda dans le giron français ? »

**Le Soir** (Bruxelles), 19/09/1994. **La lutte politique se poursuit** (Colette BRAECKMAN) : « Les pressions se multiplient pour que le gouvernement de Kigali s'élargisse, intègre d'autres personnalités dans son équipe. Mais en même temps, plusieurs anciens membres du MNRD - le parti de feu Habyarimana - comme l'ex-ministre de la Défense, Jacques Gasana, et d'anciens diplomates, ont refusé les postes qui leur étaient proposés, arguant que les conditions n'étaient pas réunies. M. Dismas Nsengiyaremye, l'ancien Premier ministre issu du parti d'opposition, le Mouvement démocratique républicain assure, lui, qu'on ne lui a rien proposé et qu'il demeure en réserve de la République, à l'étranger. [Nous avons nous-mêmes vérifié que des propositions lui avaient été faites, publiquement].

S'opposant en cela à l'actuel Premier ministre Faustin Twagiramungu, M. Nsengiyaremye avait, jusqu'à la veille du drame, refusé de se désolidariser de l'aile dure de son parti, des partisans de la tendance "hutu power".

"Repêché" dans la zone Turquoise par les troupes françaises, soutenu par Paris, par l'Internationale démocrate-chrétienne et les groupes de pression catholiques, l'ancien Premier ministre, une personnalité de poids, pose ses conditions pour entrer au gouvernement.

Il souhaiterait visiblement évincer M. Twagiramungu, bien que le nom de ce dernier figure dans les accords d'Arusha. L'actuel Premier ministre est accusé de "faire le jeu du FPR", il est qualifié, comme le Président Bizimungu lui-même, de "Hutu de service".

Pour imposer un homme comme M. Nsengiyaremye, connu pour être un opposant résolu au FPR qu'il qualifie de "parti extrémiste" et qu'il met sur le même pied que l'ancien MNRD, les pressions ne manquent pas : les crédits internationaux pour la reconstruction du pays sont bloqués, à Paris et Bruxelles on attend, on invoque le fait que la base politique de l'actuelle équipe est trop faible, on met en évidence le nombre de réfugiés se trouvant à l'extérieur du pays, sans trop insister sur le fait qu'ils y sont contraints par la force des armes ou d'une propagande qui n'a jamais cessé [...].

Autrement dit, le combat politique continue pour tenter de contenir la victoire du Front patriotique, toujours décrit comme s'il n'était que le "parti des Tutsis". Il n'y a guère d'indulgence, d'effort de compréhension pour les survivants des massacres, pour les vainqueurs solitaires d'une guerre d'extermination sans précédent en Afrique. »

Aux éditions Syros

### **Nord-Sud : de l'aide au contrat**

Pour un développement équitable

*Claude MARCHANT*

Après la « décennie perdue du développement » des années 80, le mot même de développement paraît un mirage. Mais la fin de l'illusion laisse apparaître, dans des tiers-mondes très diversifiés, un potentiel et une volonté d'initiative considérables - que le fonctionnement actuel de l'État, du système d'aide, et de l'ordre économique tend à dédaigner et étouffer.

Fruit de la démarche collective d'une quinzaine d'experts et praticiens du développement, étayé par une série d'exemples, cet ouvrage retourne aux fondements culturels, juridiques, économiques et éthiques d'une relation d'aide souvent pervertie, pour proposer une nouvelle approche contractuelle.

79 F

Vient de paraître aux éditions Syros

### **L'aide publique au développement**

*Anne-Sophie BOISGALLAIS et François-Xavier VERSCHAVE*

Un guide concis pour le citoyen désireux de savoir ce qu'on fait en son nom, et qui ne se résigne pas au pire. Le démontage de l'incroyable usine à gaz de l'APD française révèle des dysfonctionnements trop systématiques pour être honnêtes. Les logiques et les lobbies qui orientent un bric-à-brac de dépenses se soucient comme d'une guigne de la lutte contre la pauvreté. Le système est d'ailleurs *dirigé* par deux points aveugles, l'Élysée et le Trésor, dont l'excès de puissance écrase la profondeur de vision, et voue au soliloque. L'ouvrage s'achève par une série de propositions pour une coopération plus digne de son objet.

59 F

## **LIRE**

*Zone Franc. Du franc CFA à la monnaie unique européenne*, sous la direction de René SANDRETTO, Les Éditions de l'Épargne, 1994.

Un ouvrage collectif où abondent les descriptions et analyses techniques et historiques sur la zone franc, avec une intéressante prospective intégrant les conséquences du traité de Maastricht. Mais le pronostic sur l'avenir de la zone sous-estime à notre avis la dimension politique de la crise qui a conduit à la dévaluation du CFA - le défi d'une "gouvernance" affranchie du lien néocolonial.

*L'armée tue !* Rapport sur les assassinats commis par l'armée au Zaïre durant le 1° semestre 1994, AZADHO, BP 16737, Kinshasa, août 1994.

Pour ceux qui sont tentés de réhabiliter Mobutu.

À paraître le 3 novembre à **La Découverte**

## **Complicités de génocide**

La politique de la France au Rwanda

*François-Xavier VERSCHAVE*

La tragédie rwandaise le confirme brutalement, la politique africaine de la France est capable du pire : elle a financé, formé et armé ceux qui préparaient des massacres, après des années de soutien à un régime en pleine dérive « nazie ». « Politique » est un bien grand mot : une douzaine de clans et réseaux, politico-affairistes ou corporatistes, se chamaillent ; sur le terrain, leurs micro-stratégies s'encastrent en un chaos ravageur. La Françafrique s'apparente à un Tchernobyl permanent, où la catastrophe (l'attentat contre l'avion du Président Habyarimana, par exemple) n'est plus vraiment accidentelle.

La remise en selle de Mobutu et la nouvelle alliance avec le Soudan montrent que les leçons de la honte n'ont pas été tirées. L'on doit aux victimes du génocide rwandais de ne pas enterrer les complaisances françaises aussi longtemps que celles du régime de Vichy à la Shoah.

95 F

SUPPLEMENT AU « POINT SUR LA LOI POUR LA SURVIE ET LE DEVELOPPEMENT » - DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : FRANÇOIS-XAVIER VERSCHAVE

PRIX: 6 FF - SURVIE, Tél.: (33.1) 43 27 03 25 ; Fax: 43 20 55 58 - COMMISSION PARITAIRE N°71982 - DEPOT LEGAL NOVEMBRE 1994 - ISSN 1155-1666